

rmc.bfmtv.com

Insultes, jets de chaises et violences: une classe de CP-CE1 « hors de contrôle » en Normandie

RMC

3-4 minutes

Une petite commune rurale de 570 habitants de l'Eure, en Normandie, frappée par les violences scolaires. À Saint-Éloi-de-Fourques, près de Rouen, parents d'élèves et mairie tirent la sonnette d'alarme et demandent de l'aide à la Direction académique du département. Menace de mort, insultes, jet de projectiles en classe... La classe de CP-CE1 de l'école primaire semble hors de contrôle.

Depuis son entrée en CE1, le quotidien de Diego, 7 ans, a radicalement changé. "J'arrive à travailler, mais pas très bien", indique le jeune garçon.

Dans sa classe double CP-CE1, des élèves violents sèment le trouble. Dernier fait marquant, des menaces à la cantine contre leurs camarades avec un couteau. "Je me dis que je suis fatigué donc s'il se passe quelque chose de grave, je ne pourrais rien faire. Je me sens un peu menacé", admet-il.

Un soir, Diego rentre de classe avec un large hématome entre les cuisses après avoir reçu un coup de pied. "Il avait un hématome à quelques centimètres des parties génitales. Par chance, il a eu seulement un hématome, mais ça aurait pu être tragique", explique sa mère, Angélique, sur RMC.

"Il règne aujourd'hui dans sa classe le chaos. Depuis la rentrée, nos enfants subissent de la violence au quotidien. Une violence physique, psychologique et aujourd'hui en tant que parents nous disons stop. Comment on en est arrivé là, je ne sais pas. Mais aujourd'hui il y a des élèves, au minimum cinq qui sèment le chaos", indique-t-elle sur RMC.

La maîtresse en arrêt maladie

Et selon elle, les incidents sont nombreux. "Il y a des jets d'objets, des chaises qui volent à travers la classe, des bureaux qui sont retournés, des enseignants qui prennent des contacts au niveau de la tête, des insultes et ça, c'est le quotidien des enfants. Aujourd'hui certains sont complètement perturbés. Il y en a qui ne mangent plus, donc là ce n'est plus possible", assure-t-elle.

À l'origine des troubles, un élève qui pourrait être atteint d'un handicap. Mais ni les parents d'élèves, ni la commune ne souhaitent son exclusion. Denis Szalkowski, maire de Saint-Eloi-de-Fourques, réclame de l'aide.

“Ce qu'on souhaite aujourd'hui, c'est un maître spécialisé pour traiter cette hyper-violence qui évidemment n'est pas traité par des enseignants, car ce n'est pas leur métier”, affirme-t-il.

De son côté, l'Éducation Nationale assure faire le nécessaire. Une équipe de l'académie doit se rendre prochainement dans l'école.

D'ici là, les parents d'élèves restent dans un flou total. “On ne sait pas si nos enfants auront école lundi matin. La maîtresse est en arrêt. On avait obtenu un contrat civique qui est lui aussi en arrêt. Donc, aujourd'hui, on ne sait pas. Aucune solution ne nous a été apportée depuis le début de l'année par l'inspection académique”, appuie Angélique.